

Essonne la lettre



Photo © Lionel Antoni

SPÉCIAL TRANSPORT

Septembre 2011

L'ESSONNE PLUS PROCHE DE VOUS

Depuis mon arrivée à la tête du Conseil général, j'ai pu mesurer à quel point, pour les transports en commun, le poids du papier était parfois plus important que celui du béton ou du rail...

Oui, un projet, une ligne de tram, de bus, de RER nécessitent une abnégation et de tous les instants, une mobilisation, une farouche volonté de faire progresser l'Essonne et ses transports en commun. Mais l'Essonne le mérite bien et pour elle, pour tous les usagers des transports collectifs d'aujourd'hui et de demain, je compte bien continuer cette bataille.

Dans ce combat quotidien, je me suis fixé un principe intangible : faire avancer l'Essonne partout où cela devient possible, toute l'Essonne, sans opposer les territoires entre eux. C'est pourquoi j'ai décidé de représenter, personnellement, l'Essonne au sein du Conseil d'administration du STIF (Syndicat des Transports en Île-de-France). Cette politique nous impose aussi des choix, un pragmatisme et un dialogue constant avec l'ensemble de nos partenaires.

Depuis maintenant cinq mois, avec les élus qui m'entourent, nous sommes partis à la conquête de chaque euro, de chaque centimètre de rail ou de site propre utiles à nos transports. Les résultats affichés sont jusqu'à présent prometteurs. L'Essonne enregistre une bonne série de victoires : début

des travaux sur le T7, tarification, lancement du TZen, Contrat spécifique transport, Grand Paris Express...

Partout l'Essonne avance, pas à pas.

Les besoins étaient plus que réels pour un département considéré comme un « parent pauvre » du transport en commun francilien. Mais les résultats sont là. Je reste cependant conscient que l'Histoire ne fait que commencer.

Notre vigilance et notre volonté resteront intactes.

À présent, avec l'ensemble des élus, nous devons collectivement être à la hauteur des espérances que nous avons fait naître.

Vous pouvez compter sur ma détermination au service de toute l'Essonne, de l'Essonne pour laquelle je ne cesserai d'être en première ligne.



Jérôme Guedj

Président du Conseil général de l'Essonne

« T ZEN » ... LE BIEN NOMMÉ ENTRE CORBEIL ET LIEUSAIN



Mi-bus, mi-tramway, le TZen a fait son apparition en Île-de-France, en Essonne où il parcourt le trajet Lieusaint-Corbeil-Essonnes depuis le 4 juillet dernier.

Le TZen, c'est ce qui se fait de mieux en France : mini-rampe d'accès automatique, lumière naturelle, sièges spacieux, informations en temps réel, climatisation intégrale... Le TZen s'apparente aussi beaucoup au tramway sur ses stations avec des quais surélevés, des abris vitrés, des parcs vélos et des distributeurs de billets. Autre point fort, la phase 1 de ce bus à haut niveau de service financée par les Conseils généraux de Seine-et-Marne et de

l'Essonne, le Conseil régional et l'État, emprunte un itinéraire en site propre sur la quasi-intégralité du parcours. Au total, 15 km de ligne, 13 stations, 4 communes traversées dont trois en Essonne, en moins de 30 minutes dans un environnement apaisant... Pour un coût deux à trois fois moins élevé que le tramway.

Le STIF prévoit déjà la multiplication de dispositifs de ce type dans toute l'Île-de-France, avec un second projet en Essonne entre Viry-Chatillon et le Coudray-Montceaux (ligne 402).

Mais la prochaine bataille du Conseil général sera le prolongement de ce TZen, premier du nom, jusqu'à Évry.



Photo © EPA Sénart communication

LE T7 VILLEJUIF-JUVISY... SUR DE BONNS RAILS

C'est historique, le tramway va faire son entrée dans l'Essonne. Le 29 juin dernier, le Conseil général, aux côtés de ses partenaires dont la Région Île-de-France, le Conseil général du Val-de-Marne et l'agglomération Les Portes de l'Essonne soudaient le premier rail de cette infrastructure, première du genre créée en Essonne depuis plus de 20 ans. 63 000 emplois desservis (85% des employés d'Orly-Rungis utilisent aujourd'hui la voiture), 18 stations pour 11 km de ligne entre Villejuif et Athis-Mons pour une inauguration fin 2013... en attendant son

prolongement immédiat vers le Pôle multimodal de Juvisy. L'Essonne voit ainsi la concrétisation d'un projet attendu de très longue date par les habitants et employés du Pôle d'Orly-Rungis... C'est aussi ça l'Essonne qui avance. Plus qu'un symbole, ce moyen de transport reliera un bassin d'emplois fondamental pour le département avec le domicile de milliers d'Essonnais, via la gare de Juvisy-sur-Orge et les RER C et D. Le T7, c'est seulement 4 km en Essonne, entre Orly et le pôle gare de Juvisy-sur-Orge... 4 km qui vont changer l'Essonne.



TRANSPORTS SCOLAIRES : L'ESSONNE ASSUME !

Depuis la rentrée, c'est l'Essonne qui transporte les enfants essonnais dans les circuits scolaires dits « spéciaux », soit plus de 19 000 élèves chaque jour.

Plus de proximité pour plus d'efficacité.

Cette nouvelle responsabilité est une charge lourde pour le Département qui doit assimiler le nouveau règlement régional. « En dépit de ces contraintes et du surcoût engendré par cette nouvelle compétence, le Conseil général assumera ses responsabilités en reconduisant à la rentrée l'ensemble des circuits tels qu'ils fonctionnaient auparavant et aussi en maintenant le même niveau de participation des familles essonnaises pour l'année scolaire 2011-2012, quelle que soit la distance parcourue sur circuits spéciaux et lignes régulières » assure Francis Chouat, 1^{er} Vice-président en charge des transports.

ZONE 5-6, ÇA FUSIONNE ET C'EST MOINS CHER

Depuis le 1^{er} juillet, les zones 5 et 6 ne font plus qu'une ! Le Syndicat des Transports en Île-de-France (STIF), dans un souci d'équilibre entre les territoires, a en effet décidé la suppression de la zone de transport 6 et un ajustement à la baisse de leurs tarifs sur ceux de la zone 5, de 123 à 109 €... soit une économie de 14 € pour une carte Navigo qui ne concerne pas moins de 150 000 Essonnais. La zone 5 ne fera pas non plus l'objet d'augmentation tarifaire en 2011. Un geste plus que symbolique, mais économique pour les Essonnais et plus juste pour l'Île-de-France et sa banlieue.

GRATUITÉ DES TRANSPORTS POUR LES JEUNES EN INSERTION

Le Syndicat des Transports en Île-de-France (STIF), lors de sa séance du 6 juillet dernier, a acté la gratuité des transports en commun pour les jeunes de 16 à 25 ans en insertion et engagés dans une démarche volontariste de recherche d'emploi. À compter du 1^{er} octobre, près de 20 000 Franciliens sans emploi, sortis du système scolaire et suivant un des dispositifs de formation et d'insertion professionnelle pourront ainsi bénéficier de cette mesure plus juste, afin que le coût du trajet domicile-travail ne soit plus un obstacle à la réussite professionnelle de tous.

CONTRAT SPÉCIFIQUE TRANSPORT LES AVANCÉES ESSONNIENNES

La Région, par un vote unanime en séance, le 23 juin dernier, a concrétisé de nombreux engagements avec l'État à travers un Contrat spécifique transport dans lequel l'Essonne figure en très bonne place.

Avenant du Contrat de plan État-Région 2007-2013, l'évaluation de ce contrat à mi-parcours a fait apparaître la nécessité de renforcer certains engagements et de créer un « Contrat spécifique transport » (CST) de 2,7 milliards d'euros. 370 millions investis à l'horizon 2017 pour le **RER C**, 220 millions pour **la ligne D d'ici 2013, réaménagement du pôle de Juvisy, prolongement du T7 jusqu'à Juvisy** confirmé, **Transport en commun en site propre Massy-Christ de Saclay**, études et premiers travaux du TCSP Massy-Arpajon, prolongement du TZen Sénart-Corbeil jusqu'à Évry... « Ces crédits sont une chance pour l'Essonne ! », se félicite Francis Chouat, 1^{er} Vice-président en charge des transports. « C'est aussi le fruit d'une mobilisation sans faille du Conseil général depuis de nombreuses années. Il convient néanmoins de rester vigilant quant à la bonne mise en place de tous ces projets. La volonté est là. À nous maintenant de nous mobiliser pour leur rapide concrétisation. »

LIGNE 402 BIENTÔT ZEN !

Elle fait l'Essonne. Elle est au cœur des priorités du Conseil général. La 402... c'est 28 km de ligne de bus de Viry-Chatillon au Coudray-Montceaux, 10 quartiers « politique de la ville » traversés, 210 000 habitants concernés, 90 000 emplois desservis et 26 000 voyageurs par jour, à raison d'une augmentation annuelle de sa fréquentation de 4,5%.

Parce que la situation d'inconfort et de saturation actuelle l'impose, parce que la 402 le mérite bien, parce que cette ligne structurante est certainement celle vers laquelle l'action du Conseil général doit se focaliser en priorité, le Département et le STIF vont investir considérablement (coût global du projet estimé à 68 millions d'euros) dans les prochaines années pour améliorer la régularité de ce bus à travers sa mise en site propre ainsi que sa qualité de service en le transformant en TZen. La concertation débutera en octobre pour un projet attendu par de nombreux Essonnien.



URGENCE RER

Plus que jamais, il y a urgence pour nos RER B, C et D. Les usagers franciliens sont ainsi régulièrement pris en otage par ces dysfonctionnements, d'une qualité de service médiocre pour des temps de parcours qui n'en finissent pas de se rallonger.

Ces trois lignes concernent quotidiennement près de deux millions de Franciliens. L'enjeu est là ; la volonté politique d'agir, et d'agir vite aussi... même si, là encore, le chemin est souvent long avant d'observer des résultats tangibles.

Le Conseil général s'est toujours battu pour qu'un vaste plan d'investissement soit ainsi mis en place. De premières avancées nous

envoient des signaux positifs à commencer par la signature du contrat spécifique transport. Celui-ci prévoit en effet d'ici 2013 de nombreux investissements pour les lignes C et D du RER : interconnexion avec le tram-train Massy-Évry, lancement des premiers travaux à la gare de Brétigny, aménagement du nœud ferroviaire de Corbeil, etc. Le Conseil général restera désormais attentif à la mise en place rapide de ces opérations.

Suite à un dialogue serein avec les élus régionaux, le projet de modification de la grille de desserte pénalisant lourdement les usagers essonnien de la ligne C, a pour sa part, été gelé, sans obérer pour autant le lancement des travaux d'amélioration de la qualité de service.

La mobilisation des élus du Conseil général se poursuivra également pour que la ligne B bénéficie à son tour de son schéma directeur permettant un vrai programme d'investissement pour ses 900 000 usagers quotidiens.

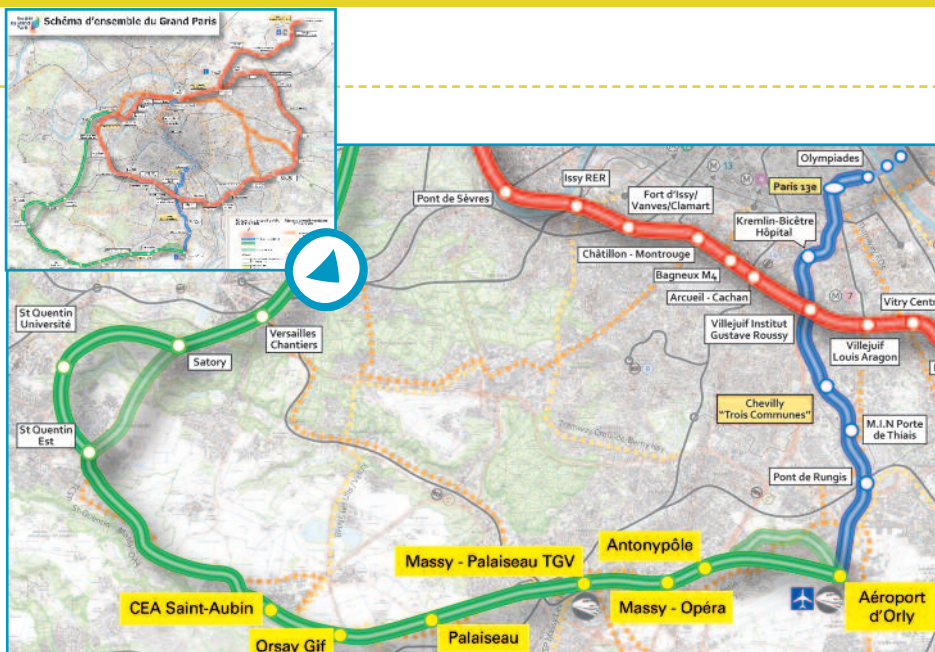


LE GRAND PARIS, C'EST NOUS !

Le 26 mai dernier, le Conseil de surveillance de la Société du Grand Paris et le Conseil général de l'Essonne ont unanimement validé le tracé du Grand Paris express, futur réseau de transport francilien.

« Si nous avons accepté ce tracé en l'état, c'est parce qu'il constitue un progrès pour l'Essonne et qu'il répond à la réalité, au quotidien des Essonnien(ne)s. L'arrivée de la ligne 14 du métro en Essonne, à Orly, ainsi que la desserte fine du Plateau de Saclay entre Orly et Versailles par un métro automatique à

capacité adaptée représentent indéniablement des avancées pour notre territoire », affirme Jérôme Guedj, membre du Conseil de surveillance de la Société du Grand Paris. En effet, le Conseil général s'était toujours opposé à la proposition initiale du « Grand Paris » et son projet de métro souterrain, « TGV courte distance » entre Orly et Versailles, proposé par le Gouvernement, certes moderne et rapide, mais lourd, coûteux et passant « sous les pieds » des Essonnien(ne)s (seulement trois gares entre Orly et Versailles, dont une à Massy-Palaiseau). Le nouveau projet, amendé par le Président du Conseil général, puis voté à l'unanimité, fait au contraire apparaître 10 gares entre Orly (interconnexion avec la ligne 14) et Versailles, dont sept en Essonne (Orly, Antony-pôle, Massy-Opéra, Massy-Palaiseau TGV, Palaiseau, Orsay-Gif et CEA Saint-Aubin), pour un temps de parcours total estimé à 30 minutes. Cette desserte fine et de proximité renforcera l'attractivité de notre territoire et facilitera le quotidien de nos concitoyen(ne)s tout en préservant les espaces agricoles du Plateau de Saclay. Cette réussite ne constitue qu'un premier pas. Les actes devront suivre. Ils devront s'écrire avec les élus locaux et avant tout pour tous les Francilien(ne)s et tous les Essonnien(ne)s.



DÉLOCALISATION D'ORLY L'AVIS DE FRANCIS CHOUAT, 1^{ER} VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL : UN JOLI « CSC » (CONTRE SON CAMP) DES DÉPUTÉS UMP ET DE LA MINISTRE

Irresponsable et incohérente... comme cette proposition récente d'une soixantaine de députés dont trois Essonnien(ne)s, suivis par la Ministre Nathalie Kosciusko-Morizet quelques jours plus tard, de proposer un débat relatif à la desserte aérienne du Grand Paris et à la délocalisation d'Orly... et par la même occasion de ses 27 000 emplois directs.

« Cette proposition arrive à contre-courant alors que depuis 10 ans l'aménagement du territoire et le développement des transports en commun (prolongement de la ligne 14, LGV interconnexion sud, T7) sont pensés en lien avec le Pôle d'Orly », selon Francis Chouat, 1^{er} Vice-président en charge de l'aménagement du territoire et des transports, qui a soutenu la motion du Président du Conseil général, aux côtés de nombreux élus issus de toutes tendances. Les élus du Département ont répondu vivement à cette proposition « dangereuse et irresponsable ». « Nous ne nions pas les nuisances subies par les riverains de l'aéroport. Cependant des solutions alternatives et raisonnables existent, qu'il s'agisse du développement de l'intermodalité air-fer (LGV), du rééquilibrage de l'utilisation des aéroports français au profit des aéroports régionaux, ou encore de la limitation des mouvements ».



essonne.fr

CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ESSONNE
HÔTEL DU DÉPARTEMENT - BOULEVARD DE FRANCE
91012 ÉVRY CEDEX
TÉL. 01 60 91 91 91

